

Charles Michel, Premier ministre

«Je ne vais pas jouer avec des allumettes dans le dossier de l'Isoc!»

Alors que le conclave budgétaire approche, le Premier ministre garde le cap sur le budget – «qui n'est pas une science exacte». Et refuse de s'enfermer dans un ultimatum sur l'impôt des sociétés.

LES PHRASES CLÉS

«Notre volonté reste d'atteindre l'équilibre budgétaire avant la fin de la législature.»

«La mise en place de la réforme de l'impôt des sociétés est beaucoup plus compliquée que celle sur le tax shift: on doit répondre au maximum l'incertitude pour les entreprises.»

«Sur les nuisances sonores, je plaide pour sortir du débat passionnel, on va trouver une manière de concilier qualité de vie et développement économique en objectivant les choses.»

INTERVIEW MARTIN BUXANT

Va-et-vient. Cet après-midi-là, dans les couloirs du Château de Val Duchesse, on croise la secrétaire générale de la Francophonie Michaëlle Jean ou encore le nouveau président du Parlement européen Antonio Tajani, venus s'entretenir, tour à tour, avec le Premier ministre belge. À la veille du conclave budgétaire et avant le premier anniversaire des attentats du 22 mars, tour d'horizon politique avec Charles Michel.

La Commission prévoit un déficit budgétaire de 2,2% du PIB pour la Belgique: est-il toujours réaliste de prôner comme vous le faites un retour à l'équilibre en 2018? L'ambition que nous avons, c'est de maîtriser notre budget et on ne va pas tourner autour du pot, c'est difficile. Parce que nous avons été mis sous pression par des événements extérieurs – les attentats terroristes ont eu un impact sur les dépenses, pareil avec l'accueil des réfugiés. Mais à côté de ces dépenses imprévisibles, nous allons constater, lors du prochain contrôle budgétaire, les premiers retours bénéfiques de la stratégie économique qui a déjà permis la création de 105.000 emplois supplémentaires dans le secteur privé essentiellement.

Vous êtes optimiste, là? Je suis lucide, le travail budgétaire est un travail complexe et il faut le dire aux gens: le budget, ce n'est pas une science exacte, nous sommes parfois confrontés à de bonnes nouvelles, parfois à de mauvaises nouvelles. Mais nous travaillons à rester sur les rails et c'est comme cela que ça va se passer jusqu'à la fin de la législature, à raison de deux à trois fois par an lors des contrôles budgétaires. Aujourd'hui, hic et nunc, notre volonté reste d'atteindre l'équilibre budgétaire avant la fin de la législature.

2018, c'est donc un fétiche... Non! C'est une ambition. C'est très difficile à atteindre, je le reconnais. Mais le fait d'avoir fixé cet objectif ambitieux nous contraint à être ultra-volontaristes pour développer notre économie. Car la meilleure manière de rétablir un budget, c'est la création d'emplois. Deux ans et demi ont passé et ce qui me réjouit, c'est de voir que sur certains points de gouvernement a été beaucoup plus vite que prévu.

En quoi? La compétitivité des entreprises, d'abord. On a fait des progrès dans la résorption du handicap salarial même si on ne se reposera pas sur nos lauriers. Ensuite, la création d'emplois. Et c'est essentiellement dans le secteur privé que ça se passe. Et tous les indicateurs sont au vert pour le futur à ce niveau-là.

Mais le budget reste compliqué...

C'est vrai. Je le reconnais. Mais ce n'est pas parce que c'est complexe qu'on va renoncer, on doit redoubler d'efforts.

Mais figer l'objectif à 2018 en quoi est-ce que ça aide? On ne comprend pas bien. La vérité, c'est que dès le début de cette coalition, nous avons voulu être plus ambitieux sur le plan budgétaire que ce que l'Europe préconisait...

Trop ambitieux, finalement...

Je ne pense pas. Cette ambition budgétaire nous oblige à mettre en place des réformes économiques qui impactent positivement le budget. Le meilleur assainissement budgétaire, c'est la création d'emplois. Maintenant, c'est vrai qu'en se fixant des objectifs aussi ambitieux, on souffre de la comparaison, mais nous assumons. Il y a du débat là autour mais je reste confiant. Nous allons mener ce contrôle budgétaire dans les semaines qui viennent, ce n'est jamais un exercice politique facile, mais nous allons y arriver.

Donc, on n'assouplit pas l'objectif de 2018?

À ce stade, non. Cela reste l'objectif. Mais à chaque exercice budgétaire, on analyse les données et s'il faut ajuster, on ajustera.

Cela crée des tensions entre partenaires du gouvernement...

Moins que l'apparence qui est parfois donnée. On est tous convaincu qu'on doit assainir le budget et créer de l'emploi. C'est une alliance solide entre nous. Il y a deux ans, quand j'ai prêté serment, jamais ne n'aurais annoncé des objectifs aussi ambitieux que ceux qui sont déjà atteints. Ces résultats rapides montrent qu'on a bien fait de poser des gestes forts et nécessaires. La balance commerciale est aujourd'hui positive, le nombre de faillites n'a jamais été aussi bas depuis des années. Il y a trois fois plus de personnes qui font le choix de devenir indépendantes que lors de la législature précédente.

Le Belge est redevenu entrepreneur?

En tout cas, j'observe que certains indicateurs vont dans ce sens-là. La confiance dans

l'avenir revient. Si plus de Belges prennent le risque aujourd'hui de créer leur propre emploi, s'ils osent franchir le pas, c'est parce que l'environnement qu'on a créé aujourd'hui donne confiance et encourage la prise d'initiative. Du boulanger à l'artisan, en passant par le consultant informatique, nous sommes là. Ce gouvernement répond présent. Bon, pas de triomphalisme, cependant...

Si, si, vous vous frottez les mains.

Non, non. On est à la moitié du chemin et il reste des défis à relever. Je ne vais pas verser dans le triomphalisme quand j'observe des taux de chômage aussi élevés chez nos jeunes, en particulier dans certains quartiers.

Vous prenez cet exemple pour montrer que ce sont les Régions qui ne font pas leur job.

Non, on est tous dans le même bateau et ce qui compte, ce sont les résultats. Avec le Fé-

déral, on fait notre part du boulot. Un pays plus solide sur le plan économique, c'est un pays plus fort sur le plan social. Financer la sécurité sociale avec des slogans, ça ne marche pas. On finance la sécurité sociale et les pensions avec des emplois.

La réforme de l'Isoc est-elle liée au budget?

On a fait le choix de d'abord résorber le handicap salarial et les charges pesant sur les entreprises, nous pensions avoir besoin d'une législature pour cela. Mais la réalité est qu'on a été plus vite que prévu. Et nous avons donc décidé il y a quelques mois de donner le mandat au ministre des Finances de faire des propositions pour réformer l'impôt des sociétés. C'est une réforme d'ampleur et il n'est pas question de jouer les apprentis sorciers en gâchant nos bons résultats économiques. On ne va pas jouer avec des allumettes sur un dossier pareil.

Donc ça n'avance pas.

On avance discrètement sur la réforme de l'activité économique avec deux objectifs en tête: l'équité fiscale et l'efficacité. Je ne vais

pas travailler dans la précipitation. Et dans le courant de cette année 2017, on va progresser sur cette réforme. Il faut de la prévisibilité et de la stabilité pour les entreprises.

Des résultats en 2017, alors?

J'ai dit que 2017 devait être une année utile, il n'est pas question de ne plus décider sous prétexte qu'on approche d'une campagne électorale, mais je ne vais pas me mettre un ultimatum à moi-même.

Cette réforme de l'Isoc, c'est le dernier gros chapitre socio-économique de votre gouvernement?

Cette réforme est en effet une tâche titanesque. On part d'un taux nominal de 33% mais d'un taux réel bien inférieur, on a donc une multitude de situations différentes entre types de société et de secteur. Or on a une réalité budgétaire sensible: on ne peut pas jouer aux apprentis sorciers ni sur le plan de l'impact budgétaire ni sur celui de l'impact économique ou encore sur l'équité fiscale. Donc, je dis: on ne fait pas cette réforme en claquant des doigts, nous avons intérêt à être parfaite-

ment certains des conséquences des décisions fiscales que nous allons prendre. Quand on fait évoluer l'Isoc, on fait évoluer les comportements des entreprises, et on doit réduire au maximum l'incertitude.

Mais c'était déjà le cas pour votre réforme de l'IPP?

C'est encore plus prononcé avec l'Isoc parce qu'il existe une très grande disparité dans la manière dont les entreprises sont aujourd'hui soumises à l'impôt en Belgique. La complexité actuelle pousse les entreprises à devoir faire parfois de l'ingénierie fiscale pour baisser le poids fiscal tout en restant dans la légalité. C'est plus compliqué à mettre en œuvre que le tax shift sur l'IPP, là où l'impact est plus prévisible.

Est-ce que le dossier de l'aéroport de Bruxelles-National est de nature à envenimer les choses au sein de votre gouvernement?

Non. Je travaille dans ce dossier comme dans celui de la réforme de l'Isoc: en remettant la rationalité au centre du jeu. Je pense qu'au

plus un dossier devient passionnel au plus il est irrationnel. Et au plus il est irrationnel au plus on prend de mauvaises décisions. J'ai relancé un dialogue entre la Flandre et Bruxelles en veillant à objectiver les positions. On me dit: les nouvelles normes de nuit bruxelloises auront un impact catastrophique et vont provoquer des pertes d'emplois. Je demande une analyse précise de l'impact économique. On me dit: tous les avions vont être renvoyés de tel côté. Je veux qu'on vérifie s'il y a d'autres solutions. On me dit: il faut changer les horaires de nuit pour les vols. Je dis: objectivons tout cela. On doit rationaliser tout cela avant d'arbitrer.

Personne n'a jamais résolu ce dossier: pensez-vous que votre gouvernement puisse y parvenir?

Je le dis comme je le pense: ce n'est pas un dossier que l'on va résoudre une fois pour toutes. On a aussi une interférence des procédures judiciaires, etc. Mais je souhaite un pacte pour l'aéroport puisque cela concerne le développement économique et la qualité de vie, il faut trouver le juste milieu.

ÉDITORIAL

MARTIN BUXANT

La petite marchande d'allumettes

Dans le conte du Danois Andersen, à chaque fois qu'elle craque une allumette, la petite marchande a des visions.

À la première allumette, que voit-on? Le budget. On connaît les hauts cris qui accompagnent en général cet exercice. 2017, du moins dans sa première tranche, s'annonce comme une cuvée relativement tranquille à cette aune-là. Les chiffres ne sont pas (trop) pourris, le ministre des Finances n'a pas encore annoncé de dérapage des recettes fiscales.

Reste à constater s'il est bien utile d'être plus catholique que la Commission européenne en voulant absolument ramener le budget à l'équilibre en 2018. La question est posée: elle doit être débattue de manière ouverte et transparente au vu des implications que cette super-orthodoxie budgétaire a sur tous les Belges.

Seconde allumette, on voudrait voir la réforme de l'impôt des sociétés, mais c'est le noir le plus complet. Bien entendu, pas question de jouer les pyromanes avec l'Isoc, de perturber le biotope des entreprises, mais

Sur la réforme de l'impôt des sociétés, il est temps que le gouvernement joigne les actes à sa parole.

franchement, sur ce chapitre-là, il est plus que temps que le gouvernement fédéral joigne les actes à la parole.

Troisième allumette: la gouvernance, un dossier où l'on ne prendra pas Michel en défaut. Flash-back, catastrophe ministre au milieu des

crocodiles Kubla, Van Cau et Daerden, Charles Michel début 2000, il n'avait cessé de plaider pour davantage de transparence, entre autres dans les Provinces et intercommunales. Cela avait même valu aux libéraux d'atterrir sur les bancs de l'opposition. Il y a trois ans encore, Michel tirait l'alarme, fustigeant les rachats de médias du groupe public Tecteo. Sa comparaison avec le magnat italien Silvio Berlusconi avait fait couler beaucoup d'encre à l'époque.

Aujourd'hui, elle ne fait plus sourire grand-monde.

«Ce n'est pas par distraction que j'avais parlé de berlusconisation de la Wallonie»

On ne vous a pas fort entendu sur le dossier de la gouvernance...

Dans la séquence qu'on vit actuellement, il faut bien dire que ce sont les Régions les plus impactées par ce débat-là. Cela dit, je ne subis pas les choses. Je pense qu'on doit constamment se demander comment améliorer la transparence de la vie publique – sur les rémunérations, par exemple. La démocratie n'est possible que quand la confiance du citoyen dans les institutions est présente. Lorsque s'immisce le soupçon du favoritisme, de l'opacité et du conflit d'intérêts, c'en est terminé.

Aujourd'hui, la confiance dans les institutions est proche du degré zéro.

Elle a été tragiquement dégradée et parfois même détruite par les événements récents. Ces révélations, tout ce qu'on voit jour après jour, sont inacceptables. J'ai soutenu la mise en place d'un groupe sur le renouveau politique au Parlement fédéral et il va devoir faire rapidement des propositions en matières de transparence et de lutte contre les conflits d'intérêts. Je suis très favorable à cette règle – et je souhaite qu'on avance dans ce sens – dès qu'il y a une participation publique dans une entreprise, aussi minime soit-elle, il faut une transparence totale des rémunérations.

Vous visez les structures publiques wallonnes et bruxelloises?

Je ne vise rien du tout. Je dis qu'au Fédéral, il est naturel pour tout le monde que la rémunération de la patronne de la SNCB ou de Proximus soit publique et réglementée. Alors, c'est vrai, je suis étonné que dans cer-

taines entreprises dépendant d'autres gouvernements, cette transparence ne soit pas élémentaire... De la transparence, comme pour le salaire d'un bourgmestre ou d'un député, ce n'est quand même pas si compliqué que cela...

Franchement, on ne connaît pas les montants des mandats dérivés de tous les élus...

Parce que, selon moi, on a toléré trop de choses de la part de certains! Moi, je propose que peu importe le mandat, du moment qu'il y a une infime partie d'argent public, tout doit être transparent. Cela me paraît logique.

Il y a deux ans et demi vous aviez parlé de berlusconisation de la Wallonie à l'époque où Tecteo/Nethys effectuait ses emplettes dans le monde des médias. Considérez-vous avoir eu raison avant tout le monde?

Je ne vais pas jouer au donneur de leçon. Il y a plus de quinze ans, comme jeune ministre à la Région wallonne, j'ai tenté d'ouvrir ce débat sur la transparence des structures publiques, parapubliques, des Provinces, des intercommunales. On a progressé à l'époque. Mais très laborieusement et pas suffisamment. Et puis, il y a trois ans, quand Tecteo, l'ancêtre de Nethys, a commencé à devenir un organe de presse, j'ai dénoncé ce que je considérais être une dérive...

Pourquoi?

Parce que le débat sur les rémunérations n'est que la pointe de l'iceberg, selon moi. L'autre débat, c'est de savoir s'il est normal

que l'on paye à certains endroits une électricité plus chère pour permettre à des responsables politiques de devenir, grâce à l'argent des consommateurs, des patrons de presse... Moi, ça me paraît tout à fait anormal. C'est une confusion des genres et des rôles. C'est anormal que de manière opaque et discrète des mandataires communaux deviennent patrons de structures à participations publiques – des structures qui sont le patrimoine des citoyens. Et ensuite, ils utilisent l'argent des consommateurs pour acheter des médias. Et donc quand j'ai dit: c'est la berlusconisation de la Wallonie, ce n'était pas par distraction. Je voyais venir ce phénomène-là... La question des rémunérations est bien sûr choquante mais cet autre débat est encore plus grave d'après moi.

Ce que vous voulez dire, c'est «chacun son business»: une entreprise publique qui opère sur l'énergie doit rester dans son secteur?

Je pense qu'il faut faire baisser la facture d'électricité. Et que ça, on y parvient si les tarifs ne servent pas en réalité à financer d'autres activités que celles de l'énergie. La réalité est très simple: des citoyens paient plus cher leur électricité pour permettre à quelques mandataires de devenir patron de presse.

Mais tous les partis politiques ont avalisé ces décisions...

Franchement, si la question avait été posée dans les conseils communaux: voulez-vous qu'on fasse payer la facture d'électricité plus chère pour pouvoir acheter des médias, ça aurait été de la transparence. Il n'y a pas eu cette transparence. On a organisé l'opacité.

«On doit faire davantage pour les victimes»

Il y a un an, des terroristes endeuillaient Bruxelles. Dans toutes les mesures que vous avez prises depuis, quelle a été la trame que vous avez suivie?

Un engagement: davantage de moyens pour la sécurité. Des moyens financiers, des moyens humains mais aussi juridiques et légaux. Un exemple: je suis devenu Premier ministre dans un pays où les terroristes avaient droit au repos puisque les perquisitions de nuit étaient impossibles. On a changé cela. On a donné des moyens à la Sécurité de l'État et à l'Ocam, on a mis en place les bases de données. La trame, ce sont mes moyens dans tous les sens du terme. Et puis, il y a un autre point où on doit faire beaucoup mieux.

Ah bon. Lequel?

Les victimes. Nous n'étions pas suffisamment bien préparés pour assumer cette situation donc on a pris des mesures dans l'ur-

gence pour les victimes mais on doit faire bien davantage.

Financièrement?

J'ai été humainement ébranlé et ému par les rencontres que j'ai eues avec les victimes des attentats il y a quelques semaines. Notre devoir, c'est d'améliorer le suivi pour les victimes. Aller plus vite pour les indemnisations: nous négocions actuellement avec les assurances afin de voir comment cela peut s'accélérer, reconnaître des dommages moraux également. On manque aussi de suivi individualisé pour les victimes, on a aussi des difficultés à trouver les coordonnées des victimes qui sont protégées dans le cadre des procédures pénales. Gouvernement et Parlement doivent travailler de concert pour améliorer le sort des victimes, j'y tiens énormément.

La Belgique n'était pas à niveau par rap-

port à ses partenaires européens sur la sécurité?

En quelques mois, nous avons considérablement élevé notre niveau de sécurité. Mais c'est une œuvre inachevée et on doit sans cesse suivre le modus operandi des terroristes qui évoluent. Il n'y a pas de risque zéro mais on réduit les risques.

Est-ce que la Belgique est devenu un pays de la surveillance?

L'honneur de la démocratie, c'est de garantir à la fois la sécurité des citoyens et le respect pour les libertés personnelles. C'est cela l'équilibre qui doit être fait. Donc, on doit concentrer nos moyens sur le suivi de personnes qui constituent une menace – radicalisées ou en voie de radicalisation. C'est le sens de la mise en place de certaines mesures de surveillance. La balance est délicate avec le respect de la vie privée.